

# DEVELOPPEMENT DEPENDANT ET PAUPERISATION DE LA PAYSANNERIE : LE CAS DE L'AFRIQUE DU NORD

Par

*Dr. Fredj STAMBOULI\**

## I. — INTRODUCTION

La pauvreté rurale au Maghreb est le résultat de la combinaison d'un long processus de stagnation historique interne, aggravée par la pénétration de l'économie capitaliste portée par l'impérialisme et la colonisation. Loin d'être une donnée naturelle, la pauvreté actuelle des populations rurales au sein des formations sociales de l'Afrique du Nord, apparaît au contraire comme un produit historique déterminé par des conditions politiques et économiques concrètes.

A l'origine déjà, les formations sociales maghrébines définies par un mode de production tributaire, étaient caractérisées par un surplus agricole faible et des communautés sociales instables et insuffisamment sédentarisées. La pénétration de cet espace par l'économie capitaliste occidentale a été de ce fait plus aisée qu'en Egypte ou en Asie par exemple (caractérisées par des communautés rurales relativement riches et résistantes), et sa destruction et son affaiblissement furent relativement plus graves.

Au fil de cette stratégie d'anéantissement des paysanneries locales, les liens de solidarité communautaires furent ébranlés et la symbolique collective dangereusement défiée et dévalorisée. L'écologie sociale même a été sérieusement endommagée donnant naissance à des formes spatiales pathologiques (groupements de refuge). Un exode rural de misère s'est déclenché dès la fin du XIXe siècle déversant un volume important de populations aux périphéries des villes inaptes à les intégrer.

Actuellement le mode de production capitaliste dépendant qui caractérise les formations sociales dans le Maghreb contemporain, semble impuissant à opérer une synthèse.

En effet la disjonction villes-campagne s'aggrave au profit de l'espace urbain. Une économie d'enclave généralisée affaiblit encore plus la campagne et y accentue les disparités socio-économiques en même temps qu'elle propulse des réseaux urbains « éclatés » et déconnectés de toute perspective d'intégration socio-économique générale.

Plusieurs recherches récentes conduites aussi bien au Maroc, en Algérie qu'en Tunisie révèlent l'écart grandissant entre les niveaux de vie de populations rurales et des populations urbaines au profit de ces dernières, en même temps qu'elles mettent en lumière les mécanismes politiques qui conduisent à une paupérisation rurale accentuée (structure rurale enclavée et exploitation du travail à bon marché sous forme domestique ou autre au profit du secteur capitaliste dominant).

A terme, une telle modalité de « développement » — induite par le système mondiale de l'échange inégal entre nations — si elle n'était sérieusement corrigée — conduirait inévitablement les formations sociales sous analyse, à une impasse généralisée.

---

\* *Professeur — Université de Tunis.*

## II. — UN SYSTEME SOCIAL INTEGRE

Les formations sociales maghrébines pré-coloniales se définissent schématiquement par un mode de production tributaire — marchand par lequel une classe — Etat contrôle le commerce et ponctionne un tribut sur une société bédouine fractionnée et hétérogène.

La société bédouine de type segmentaire n'a jamais été totalement dominée et asservie par le pouvoir central. Il s'agit d'une société caractérisée par un surplus agricole faible et des communautés sociales insuffisamment stables. Seules les communautés proches du centre politique étaient contrôlées et semi-asservies. Les grandes tribus nomades par contre échappaient complètement à l'hégémonie. Elles constituaient d'ailleurs un défi continu à la ville et à l'Etat selon un cycle politique caractéristique de cette région du monde si minutieusement décrit par l'historien Ibn KHALDOUN. Le trait caractéristique des communautés bédouines (sédentaires ou nomades) et qui explique leur grande capacité de résistance, réside dans leur solidarité (açabiya) fondée sur des structures de parenté consanguines (nasab, silat-errahim) et enracinée dans l'appropriation collective (familiale ou tribale) du sol.

En fait l'écologie sociale était de type bipolaire et opposait deux modes de sociabilité et d'économie: les sédentaires agriculteurs et les guerriers nomades.

a) Les premières communautés organisées en unités villageoises (montagnes ou plaines côtières proches des villes) sont caractéristiques par exemples du «sahel» Tunisien, du «dir» Marocain (autour de Fez, Meknès, Marrakech etc...) ou de la «kabylie» Algérienne. Le système socio-politique de ces communautés d'agriculteurs était fondé sur la propriété privée de la terre (Melk) ainsi que sur la propriété collective (villageoise) des terrains de pâturage et des forêts. Pendant longtemps l'équilibre démographique a freiné la différenciation de cet espace sociologique en classes sociales favorisant ainsi une vie politique égalitariste (Djemaâ) souvent notée par les observateurs qui ont qualifié ce système de «*démocratie rustique*».

b) Les communautés tribales par contre, nomades ou semi-nomades (Sahara et steppe) s'adonnaient à la guerre, au commerce et à l'élevage. La propriété est collective (Arch) et le système politique fondé sur une structure sociale hiérarchisée est de type inégalitaire, la substance du pouvoir étant concentrée entre les mains des grands chefs tribaux formant une espèce d'*«aristocratie tribale»*. Il s'agit de communautés organisées militairement et puissantes politiquement. Un système politique de type «*balancier*» fait que leur alliance avec les villes (donc avec l'Etat) marque toujours un moment de grande civilisation, tandis que l'hostilité et la lutte ouverte entre ces deux composantes du système social global annonce souvent un moment de déclin (cycle Khaldounien).

C'est cette société hétérogène mais intégrée, dotée de puissants mécanismes de solidarité et d'une propension à l'autonomie, capable pendant longtemps de contrôler la propriété de ses richesses (terre et bétail), qui devait se heurter à l'expansion impérialiste et au système colonial qui l'ont violemment affaiblie et appauvrie.

### III. — LE DEFI COLONIAL ET SES CONSEQUENCES

Aussi bien par ses pratiques (la violence généralisée et la volonté assimilationniste) que par ses motivations explicites (provoquer une liquidation générale de la terre afin d'attirer et d'accueillir l'immigration Européenne) (1), la colonisation Française du Maghreb a constitué une manifestation éclatante de l'hégémonie impérialiste occidentale et un exemple d'une portée quasi-pédagogique pour l'étude des conduites du système capitaliste dans les sociétés périphériques. Ses résultats ne comportent aucune ambiguïté, ils furent résumés de façon prémonitoire par l'historien le plus lucide de l'époque en ces termes :

*« Nous avons rendu la société musulmane beaucoup plus misérable, plus désordonnée, plus ignorante et plus barbare qu'elle n'était avant de nous connaître » (2).*

#### A — LA DEPOSSESSION TERRIENNE

Un seul chiffre permet de mesurer l'ampleur de la dépossession terrienne : 5 millions d'hectares parmi les meilleures terres du Maghreb furent accaparées par le système colonial selon des modalités aussi nombreuses que complexes mais dominées constamment par la violence. Un tel chiffre représente nettement plus de la moitié des terres cultivées (63 %) au profit d'une population étrangère nettement minoritaire (3). Cette proportion est lisible au tableau No. 1 et représente 40 % pour l'Algérie, 12 % pour le Maroc et 11 % pour la Tunisie.

Tableau No. I  
Répartition des terres cultivées en 1975 (millions d'ha).

	Algérie	Tunisie	Maroc
Région côtière			
. Terres colonisées	2,7	0,7	1
. Terres indigènes	2	2,1	6,6
Région steppique			
. Terres indigènes	2	1,2	0,9
. Total	6,7	4	8,5

Une dépossession terrienne d'une telle ampleur a profondément perturbé la société paysanne sans pour autant changer ses structures de base. La structure de classe surtout, a évolué vers un profil plus inégalitaire composé de la trilogie : masses pauvres, paysannerie moyenne et bourgeoisie terrienne. Le tableau No. 2 donne une idée d'un tel profil.

Le bilan des transformations de la société rurale opérées par le système colonial peut être résumé en quelques résultats saillants (4).

1- 30.000 grosses exploitations modernes étrangères employant un prolétariat agricole évalué à 500.000 hommes, dont 1/3 seulement ont un emploi permanent.

Tableau No. II  
Effectifs et Revenus des Différentes Catégories de la Population  
du Maghreb en 1955

	Effectifs (000)	Revenus (mld)
Terres de la colonisation		
. Exploitants européens	30	130
. Ouvriers agricoles	470	34
Total	500	164
Terres musulmanes		
. Travailleurs pauvres	1070	70
. Couches moyennes	765	144
. Couches aisées	180	125
Total	2015	339
Total Général :	2515	503

2- Sur un total de 2,5 millions de familles paysannes musulmanes, 2/3 (1,5 millions) s'insèrent dans la *paysannerie pauvre* dont le revenu moyen est de l'ordre de 150 dollars par an. Ce sont des ouvriers agricoles, des metayers ou des micro-exploitants possédant moins de 3 hectares sur la côte et 10 ha environ sur la steppe. La majorité d'entre eux n'ont que des micro-parcelles inférieures à 1 ha. D'ailleurs cette paysannerie pauvre aussi volumineuse soit elle ne possède que 6 % des terres (890.000 ha).

3- Environ 30 % de la paysannerie appartient aux couches moyennes dont la propriété varie entre 3 et 10 ha sur la côte et 10 à 50 ha en steppe. Cette paysannerie moyenne possède 41 % des terres (6.140.000 ha) avec un revenu moyen 3 fois supérieur à celui de la paysannerie pauvre.

4- Au grand morcellement et à la modestie de la propriété qui caractérisent les deux catégories précédentes vient contraster la concentration foncière des agriculteurs riches qui ne représentent que 7 % mais détiennent plus de la moitié de la terre musulmane (7.770.000 ha). Ceux d'entre eux qui possèdent plus de 100 ha ne sont que 1,4 % et totalisent le quart de la terre.

Notons aussi le contraste entre propriété islamique et propriété coloniale. La moyenne des exploitations de la première se situe autour de 12 ha alors que l'exploitation coloniale s'élève à 120 ha, soit 10 fois supérieure.

Cette catégorisation de l'espace sociologique rural par rapport à la propriété de la terre n'est pas suffisamment pertinente pour indiquer les bouleversements profonds qui ont affecté la *condition paysanne* (bédouine) au Maghreb. Non seulement la société bédouine s'est prolétarisée et appauvrie de manière spectaculaire, elle a été surtout profondément aliénée dans son identité primordiale, victime qu'elle fût d'une forme de développement sans perspective totalisatrice (le développement inégal).

La perte de son enracinement économique (propriété familiale et collective) jointe à une forme de développement historiquement aberrant (stagnation de l'agriculture indigène majoritaire et hostilité à l'industrialisation) ont provoqué une paupérisation relative et absolue de la paysannerie

maghrébine. La pression démographique n'a évidemment fait qu'aggraver un système qui était condamné d'avance. Deux tiers de la paysannerie est placée au seuil de la *pauvreté*. Partout la surface de la propriété a régressé et le nombre des propriétaires diminuait au moins de 20 %.

### B – LA PAUPERISATION PAYSANNE

Cet «effroyable appauvrissement» (5) qui s'observait déjà à partir de la fin du XIXe siècle a été maintes fois décrit par des essayistes, des économistes, des sociologues, des géographes, des historiens et des philosophes.

Une revue même rapide de cette littérature est utile.

C'est d'abord la *dépossession terrienne* qui est perçue comme le facteur décisif qui devait induire un processus de paupérisation irréversible. L'exiguïté du patrimoine terrien laissé aux «indigènes» et l'apparition du «*problème démographique*» devaient précipiter un tel processus et lui donner la dimension du drame auquel même Albert CAMUS était sensible.

*«La société musulmane ne résiste pas au développement de la colonisation : ses cadres brisés, elle s'effondre littéralement... Les grandes familles végètent et s'appauvrissent, l'aristocratie traditionnelle disparaît totalement vers 1900, l'infime bourgeoisie des cités disparaît elle aussi sous le choc colonial... Enfin la paysannerie arabe victime d'une dépossession foncière continue, encore accrue par les ventes des fellahs ruinés fut elle aussi durement touchée»* (6).

Pour BOURDIEU l'aliénation paysanne ou ce qu'il appelle la «*dépaysanisation*» est liée essentiellement à l'ébranlement de l'ordre agraire maghrébin. *«Les bases mêmes de l'ordre agraire ayant été ébranlées et en certaines régions détruites (plaines côtières) a entraîné une baisse rapide des niveaux de vie... Car une population énormément accrue et obligée de survivre sur un patrimoine énormément réduit a conduit à une paupérisation relative et absolue de la paysannerie»* (7).

La maladie et la faim assombrissent davantage la scène.

*«La dysenterie, l'entérite et la typhoïde décimaient les enfants et tuaient les pauvres... Les famines se suivent en 1921, 1937... L'homme alors, dans le sud surtout, meurt comme l'animal dont les ossements jonchent les pistes... Les vagabonds de la longue marche s'égaillent le long des routes en spectacle déchirant»* (8).

CAMUS évoque pour l'Algérie la dimension tragique de «l'affreuse misère» d'un peuple :

*«En Kabylie les paysans vivent dans un état de misère indicible. 50 % au moins de la population se nourrissent d'herbes et de racines. Et ce ne sont pas les seuls témoignages de cette affreuse misère... Par un petit matin j'ai vu à Tiziouzou des enfants en loques disputer à des chiens le contenu d'une poubelle»* Et l'auteur de conclure : *«Cette promenade à travers la souffrance et la faim d'un peuple montre que la misère ici n'est pas une formule ou un thème de méditation. Elle est. Elle crie et elle désespère... Une misère qui met comme un interdit sur la beauté du monde»* (9).

Le résultat, c'est le grand historien Alexis De TOCQUEVILLE qui l'avait noté déjà dès les débuts de la Chevauchée coloniale :

*«Nous avons rendu la société musulmane beaucoup plus misérable, plus ignorante et plus barbare qu'elle n'était avant de nous connaître» (10).*

#### IV. – LA SURPRISE DES INDEPENDANCES

La surprise des indépendances nationales consiste dans le fait qu'après plus de deux décennies les sociétés du Maghreb n'ont pas connu une transformation radicale de leurs structures. La structure de classes en particulier a évolué tout en renforçant les caractéristiques de la période coloniale. La bourgeoisie s'est renforcée, les classes moyennes se sont élargies, la classe ouvrière s'est légèrement accrue mais la condition des masses populaires et surtout des masses rurales semble s'être détériorée davantage. Les recherches récentes sur l'urbanisation accélérée du Maghreb et sur la condition paysanne soulignent la détérioration des niveaux de vie à la campagne et la crise profonde de la paysannerie.

Il est significatif de noter que malgré la différence des régimes politiques, les trois pays du Maghreb connaissent des structures sociales similaires et sont confrontés aux conséquences de la même impasse, celle du développement capitaliste dépendant. Le capitalisme d'Etat pratiqué par l'Algérie ne lui a pas permis d'enregistrer de plus grandes performances concernant par exemple les problèmes de l'emploi ou de la pauvreté rurale. Et le caractère «sur-développementiste» de l'accumulation du capital par investissement intensif en Algérie a aggravé la situation du problème de l'emploi particulièrement dans les campagnes, ce qui confirme de manière éclatante l'affirmation de Samir AMIN : *«Dans le modèle périphérique l'industrie occupe moins d'ouvriers (que dans le modèle central) qu'elle ne ruine d'artisans et ne libère de paysans» (11).*

La situation de l'emploi rural demeure très préoccupante en Algérie où malgré les débuts de la «révolution rurale» le chômage dans les campagnes est très important. Il est significatif dans cette perspective que le «secteur autogéré» procure un taux d'emploi très faible (voir tableau No.3), d'où cette constatation tirée d'une recherche récente sur la stratégie algérienne de développement :

*«A l'intérieur du monde rural, le schéma colonial de répartition de la main-d'œuvre n'a guère été modifié» (12).*

D'ailleurs la situation globale de l'emploi n'est guère plus brillante puisque le nombre des chômeurs a triplé en six ans comme l'indique le tableau 4. L'inévitable issue devient évidemment l'exode rural et l'émigration à l'étranger. En effet les paysans algériens fuient massivement les campagnes. Entre 1966 et 1973 près de 850.000 personnes ont quitté la campagne ce qui donne un taux d'exode de 1,3 %. Et il est significatif que près de 20 % de la population active vit en France vers laquelle le rythme d'émigration ne cesse de s'accroître :

1948 – 58 (200.000 ouvriers) ; 1962 (500.000) , 1975 (850.000).

Tableau No. 3  
Répartition de l'Emploi dans les Campagnes Algériennes (1976)  
( Marc Ollivier )

Catégories Socio-Professionnelles	Secteur Privé	Secteur Public	Total
—Travailleurs permanents			580.000
. Secteur autogéré		190.000	
. Coopérateurs		110.000	
. Exploitants privés	280.000		
—Travailleurs saisonniers			
. Saisonniers			
. Secteur autogéré			
. Micro-exploitants privés	310.000		
. Paysans sans terre	630.000		
—Total	1.220.000	300.000	1.520.000

Tableau No. 4  
La Population Active en Algérie ( 000 )

	1960	1966	1973
Population totale	8.700	11.820	14.700
Population en âge actif	4.500	5.600	7.600
Population active	1.860	2.500	3.500
Population occupée	1.585	1.500	2.200
Chômeurs	281	900	820

\* Tableau No. 4 : Tiré de : l'économie de l'Algérie par Tahar BENHOURIA. ed. Maspéro, Paris 1980.

Même type d'évolution en Tunisie, qui indique une stabilité structurelle agraire très grande. La même proportion de 2/3 (micro-exploitation des moins de 10 ha) si caractéristique du système colonial est reconduite comme l'indiquent les tableaux No. 5 et 5 bis (13).

Approximativement la même structure agraire au Maroc avec une accusation plus grande des deux extrémités de la pyramide.

C'est ainsi que les latifundiaires possèdent de 100 à 6000 ha, totalisent 30 % des terres mais ne représentent que 0,25 % de la population rurale. C'est un exemple de concentration agraire privée typique du système marocain.

Une espèce de bourgeoisie rurale nouvelle est entrain de se construire avec des propriétés qui varient de 20 à 30 ha. Elle ne représente encore que 0,5 %.

Une paysannerie moyenne possède 3 à 20 ha et vit souvent de son travail, représente 27 % et possède 30 % des terres. Cette classe moyenne semble avoir bénéficié récemment des encouragements des institutions financières internationales (BIRD) qui la considère comme un relais d'amortissement des conflits.

Tableau No. 5  
Les structures actuelles de l'agriculture Tunisienne (1975)

Superficie moyenne en ha	Superficie globale en ha	%	Nombre des Exploitations	%	Part du revenu brut total. Estimation en millions de dinars	%
moins 1	6.560		16.500			
1 à 2	19.500	1,2	13.800	24	4,2	3,1
2 - 5	108.300		32.700			
5 - 10	186.200	13,6	27.000	46	26,3	19
10 - 20	275.000		19.000			
20 - 50	335.500	28	11.000	24	47	34
50 - 100	188.400		2.780			
100 - 200	246.000	30,7	1.790	4,2	37	27
200 - 500	229.000		790			
+ 500	569.000	26	630	0,5	22	16

Tableau No. 5 (bis)

	1962	1975
Moins de 10 ha	64.000 exploitants (65 %) sur 250.000 ha.	100.000 exploitants sur 320.000 ha.
de 10 à 50 ha	28.000 exploitants sur 600.000 ha	30.000 exploitants sur 600.000 ha.
+ de 50 ha	5.400 exploitants sur 1.100.000 ha.	6.000 exploitants sur 1.200.000 ha.

La paysannerie pauvre enfin représente 40 % de la population et possède 12 % des terres (0,1 à 3 ha par famille) comme indiqué dans le tableau No. 6.

#### V. — CONCLUSION : Une contradiction insurmontable ?

Les multiples tentatives de « modernisation » rurale sous toutes ses formes aussi bien que les réformes agraires de style divers se sont soldées le plus souvent par un échec évident. Elles n'ont pu ni accroître la production de façon décisive encore moins stopper l'exode rural massif. Elles ont par contre aggravé les dissymétries sociales dans un sens de plus grande iniquité et de plus grande paupérisation de la paysannerie. Et ceci quelle que soit la forme de régime politique : Capitalisme d'Etat (Algérie), capitalisme libéral modéré (Tunisie), capitalisme de libre entreprise (Maroc). Comme si le style technocratique des actions de l'Etat rebute le paysan qui craint la surexploitation sans le bénéfice des avantages de la ville. Le phénomène de « désistement » en Algérie et l'accélération de l'exode rural au lendemain de la

Tableau No. 6\*  
Stratification sociale rurale au Maroc (1970)

Exploitants	Nombres de familles	%	Superficie	%
Paysans sans terre	20.000	33		
Salariés agricoles	8.000	13		
Paysans possédant				
0,1 à 3 ha	24.000	40	35.000	11,7
3 à 8 ha	11.500	19	50.000	16,7
8 à 20 ha	4.500	7,5	40.000	13
20 à 100 ha	500	0,5	38.000	12
Grands propriétaires (+ de 100 ha)	250	0,25	90.000	30
Propriétaires étrangers	60		20.000	6,7
Total	60.000		2.750.000	

\* Ce tableau est extrait de l'étude faite par Mohamed Benhial intitulée la modernisation rurale dans le Gharb Marocain et parue dans l'Annuaire de l'Afrique du Nord 1975, p. 270. Notre interprétation dans la société marocaine est fondée sur cet échantillon.

politique de coopération rurale en Tunisie le prouvent amplement. L'aggravation de la dépendance, l'adoption d'un style d'action «développementiste», la propension des élites et des classes moyennes à la consommation, accentuent la rupture entre l'Etat et les masses au détriment de ces dernières.

Tout se passe comme si une contradiction insurmontable domine toutes ces formes de développement : celle qui existe entre la centralisation inévitable de l'Etat induite par la technologie avancée (sous toutes ses formes) et l'autonomie communautaire, seul paravent contre l'exploitation du paysan. Une telle contradiction ne semble pas pouvoir être résolue de sitôt.

Entre temps le processus de dépaysonisation amorcé pendant la période coloniale se poursuit et les discours idéologiques sur le thème de l'authenticité ne semblent pas pouvoir l'arrêter. Même les courants de «retraditionnalisation» qui traversent de part en part le monde islamique aujourd'hui sont récupérés finalement par l'Etat au détriment du paysan. L'issue de la bataille contre la paupérisation rurale demeure encore incertaine.

## NOTES

1. A. De Broglie : Une réforme administrative en Algérie, Paris 1860.
2. A. De Tocqueville : Rapport de la grande Commission parlementaire Française. 1847.
3. Samir Amin : L'Economie du Maghreb. ed. Minuit, Paris 1966 – T.1, p. 119.
4. Samir Amin, idem – Djilali Sari : la dépossession des fellahs, SMED 1978 – confirme pour l'Algérie les chiffres de Samir Amin.
5. A. Laroui : Les Origines Sociales et Culturelles du Nationalisme Marocain. ed. Paspéro, Paris. 1980. cf. p. 43).

6. Charles. Robert Ageron : Histoire de l'Algérie contemporaine PUF 1964. cf. p. 58 et 83. Le diagnostic est spécifique de l'Algérie. Les situations sont très différentes dans le cas du Maroc et de la Tunisie même si le sens de l'évolution générale est parfois semblable.
7. R. Bourdieu : Sociologie de l'Algérie. PUF 1958, p. 120.
8. Jacques Berque : Le Maghreb entre 2 guerres. Seuil 1962 – p. 318.
9. Albert Camus : Actuelles III. Chronique algérienne 1939–1958. Ed. Gallimard 1958. cf. pp. 33–41.
10. Alexis de Tocqueville : Rapport de la grande commission parlementaire Française (1847) – rédigé par l'historien.
11. Samir Amin : Le développement inégal. p. 213.
12. Marc Olivier : La place de la révolution agraire dans la stratégie algérienne du développement. Annuaire de l'Afrique du Nord. 1975. cf. p. 110.
13. Jean Poncet : Les structures actuelles de l'agriculture tunisienne. In Annuaire de l'Afrique du Nord, 1975.

## SUMMARY

*Rural poverty in Maghreb is not a natural phenomenon at all. It is not only the outcome of a long historical process characterized by stagnation but also that of the entry of colonial powers into this already weak area. Drawing a general picture of this part of Africa, the author stresses the weakness of its structure (low agricultural surplus, unstable, not quite settled social communities) which puts it at the mercy of the imperialistic cultures. The resultant capitalistic mode of dependence widened the gap between urban and rural areas and generated a rural impoverishment (locked-in rural structures and exploitation of cheap labour – in the form domestic services and in other sectors of employment – to the advantage of the dominant capitalistic sector). In his description of the social system which was confronted with the imperialistic expansion and colonization, the author states that it was a heterogeneous but integrated society – with a strong solidarity system and a capacity for self-sufficiency – i.e. able to control its own wealth for a long time. The impacts of the penetration of imperialism and colonialism in this society were:*

- *a large scale alienation of land which deeply affected the peasantry*
- *an impoverishment aggravated by a strong demographic pressure.*

*After independence the situation hardly improved. There were no radical changes in the existing structures. Today there is what the author calls an insurmountable contradiction between the unavoidable centralization of the state – caused by an advanced technology – and a self-sufficient community.*